

« CONTENTIEUX HISTORIQUE FRANCO AFRICAIN » De Daniel Yagnye Tom - «Avant-propos» : suite et fin : « Les hommes politiques camerounais et Africains en général, ont peur du Contentieux Historique ».

Il est singulier, lorsqu'on prononce le nom du Kamerun à l'étranger, que ce soit, non pas les figures d'Um Nyobe, Félix Moumié, Ouandié ou Ossende, qui viennent à l'esprit des gens, mais celles de Roger Milla ou Eto'o. Non pas que ces derniers n'aient de mérite. Le fait est qu'on a, à ce point, lessivé notre mémoire historique, brouillé nos repères, que pour nommer des actes de bravoure ou des personnages célèbres de notre histoire nationale, nous n'avons plus pour référent, que la sphère du ludique à laquelle notre horizon a été borné. Or face à la déliquescence actuelle de notre société, et quelle que soit par ailleurs la fierté que nous pouvons tirer des prouesses extraordinaires de Samuel Eto'o ou de Roger Milla, la mémoire qui est véritablement à même de nous remettre sur les rails de l'histoire est celle de ces femmes et ces hommes morts pour défendre un idéal qui nous fait rêver aujourd'hui encore. Il est donc indispensable que notre mémoire historique soit restaurée. L'étude du *Contentieux Historique*, quand elle n'aurait que ce but, serait déjà pleinement justifiée, mais il y a bien plus que cela.

L'intérêt d'une telle étude est triple. Il réside d'abord dans la nécessité de faire prendre conscience, à nos compatriotes, de l'importance de la causalité historique dans la compréhension des problèmes actuels. Il est fréquent d'entendre des Africains s'indigner de ce qu'on rappelle les crimes de la France ou de l'Occident en Afrique. Beaucoup considèrent de tels rappels comme du pleurnichement, de l'auto-flagellation, voire de l'infantilisme. D'autres l'assimilent même à une entreprise de propagation et d'entretien de la haine. Pour d'autres encore, c'est un

passéisme improductif et inutile. Rien n'est moins vrai, mais il est à peine surprenant que de telles objections viennent des Africains eux-mêmes, qui sont pourtant les victimes des atrocités dénoncées, tant la propagande dispute le terrain à une véritable information historique en ce qui concerne l'histoire coloniale de l'Afrique. Beaucoup ne tiennent pas compte du fait que l'objectif principal du Contentieux Historique était de créer des états africains à la solde de la France :

1/- toutes proportions gardées, la misérable situation actuelle de nos pays demeure, à bien des points de vue qui ne sont pas purement secondaires, un prolongement de la situation ancienne ;

2/- que des mécanismes raffinés et actuels existent, qui rendent le maintien de l'exploitation invisible aux yeux des profanes ;

3/- que l'examen de ces mécanismes ramène fatalement à des moments historiques que l'on croit dépassés, mais qui les expliquent parfaitement.

Il serait en effet loisible à toute personne de bonne foi de se rendre compte de l'actualité et surtout de la continuité de la mentalité coloniale et de sa nocuité dans les rapports Nord-Sud.

Il suffit pour cela, par un examen objectif, de rechercher les causes lointaines de l'interventionnisme récurrent de l'Occident en Afrique (Zimbabwe, Côte d'Ivoire, Lybie, Mali, RCA, Guinée), ainsi que les principes de fonctionnement de la zone franc, les accords de coopération monétaire, la composition des conseils d'administration des banques centrales africaines, etc., déjà mentionnés plus haut. Pour ce qui est de notre affect, les programmes d'éducation en Afrique et l'école conçue comme moule des esprits sont, en l'état actuel des choses, des purs produits de notre passé colonial, et des instruments de formatage de nos esprits, nos manières de penser, et même nos sentiments, puisqu'ils véhiculent une culture et des paradigmes qui ne sont pas africaine, ce fait est indéniable. Mais ils portent les Africains à se penser à travers eux. Par conséquent, en pensant nos problèmes à travers leur prisme, il n'est pas évident que nous apprécions avec justesse nos intérêts véritables. C'est donc un véritable problème.

À titre d'exemple de l'influence insidieusement négative de l'influence de programmes éducatifs non maîtrisés par soi-même, Cheikh Anta Diop disait fort justement que :

« ... la démocratie, le développement et le socialisme sont respectivement une illusion, un leurre et une supercherie aussi longtemps que les affaires du pays sont dirigées dans une langue étrangère ».

Jean-Paul Sartre renchérisait dans *Orphée noir*, en disant qu'aussi longtemps que l'ex-colonisé parle la langue du colon, celui-ci n'a pas besoin d'être physiquement présent, puisqu'il est en lui. C'est l'un des arguments principaux qu'il opposait aux chantres de la Négritude, qui recherchaient la dignité de l'Africain à travers la langue de son maître, se mettant ainsi dans l'incapacité d'échapper à la charge affective, culturelle, « subjuguante », de celle-ci.

En second lieu, cette étude vise à démontrer qu'en s'opposant au rappel des crimes passés des anciennes puissances coloniales, les Africains commettent au moins trois erreurs :

1/- Ils confondent passéisme et histoire : alors en effet que le premier est une maladie infantile de l'historiographie, consistant à ressasser le passé comme une excuse et à se complaire dans la fatalité, la seconde est une science prospective qui ausculte le passé pour comprendre le présent afin de construire un avenir meilleur. « Celui qui ignore l'histoire se condamne à la répéter », et l'histoire n'est point le passé, mais le temps qui s'écoule d'hier à aujourd'hui, et vers demain. Une compréhension dynamique de l'histoire s'oppose ainsi à la stérilité du passéisme. Le symbole le plus puissant pour comprendre l'Histoire telle qu'entendue ici est exprimé, dans le paradigme africain, par le Sankofa, oiseau mythique de la tradition des Peuples Akan d'Afrique de l'ouest (Ghana, Côte d'Ivoire, etc.) L'oiseau-Sankofa s'envole avec un œuf dans son bec, la tête tournée vers l'arrière : il regarde dans le passé, mais l'œuf symbolise la promesse de l'avenir. La signification profonde en est que dans le présent, l'on apprend du passé pour bâtir un avenir meilleur.

On devra bien admettre que si l'humanité veut comprendre où elle en est (présent) et voir dans l'avenir (prospective), elle ne pourra que difficilement faire l'économie d'un travail d'historien (exploration du passé). Car comment promouvoir la paix mondiale et l'entente entre les peuples, prévenir les risques de conflits éventuels ou de répétition de l'histoire,

sans élucider les différends, dénoncer les préjugés et les anomalies nés d'une histoire tragique dont les répercussions sont constatables, non seulement dans des institutions contemporaines, mais jusque dans les comportements et les mentalités y compris des plus hauts responsables politiques ? C'est justement l'absence d'un tel effort qui rend possible la résurgence des conflits géopolitiques actuels, les guerres de ressources imposées aux Peuples, les nouvelles menaces de course aux armements et de re-division du monde en blocs. Sauf extraordinaire, notre époque serait donc repartie dans la logique folle du *Choc des Civilisations*, au lieu du *Dialogue des Civilisations* cher aux Peuples du monde.



2/- Ils abandonnent un champ qu'il est pourtant vital d'investir pour la formation de la conscience politique et pour la résolution des problèmes actuels, y compris et surtout les problèmes du micro tribalisme, du micro nationalisme et du micro confessionnalisme si dommageables à la construction d'un sentiment national et de l'idée panafricaine. La perspective historique, en effet, est pertinente pour imprégner la conscience du sens des événements et pour déterminer une attitude pleine de bon sens, de réalisme, et, pourquoi pas, de vision. Il n'y a pas de politique constructive ni de possibilité de libération véritable sans perspective historique, et c'est là l'une des motivations profondes de ce travail, puisqu'aussi bien il vise à la formation de la conscience historique et politique. La perspective historique procure une conscience aiguë dans la compréhension des problématiques de notre société, et des enjeux qui se profilent derrière eux, en toile de fond pourrait-on dire. Certains Africains arguent invariablement que parler est inutile et que c'est agir qui compte. Mais ils ne peuvent pas expliquer pourquoi, alors même que nous avons souvent une bonne culture générale sur la situation de nos pays, nous restons néanmoins laxistes en ce qui concerne l'action politique. C'est pourtant la poli-

tique qui pourra changer les choses. La raison selon nous est que nous n'avons pas une Conscience aiguë des enjeux qu'impliquent à long terme la situation que nous connaissons. Cette Conscience aiguë, c'est la perspective historique qui nous la procurera. Alors nous cesserons de nous comporter comme si les faits dénoncés étaient définitivement éteints et n'avaient plus la moindre incidence, directe ou indirecte, sur la situation actuelle de nos pays ou sur notre affect, ce qui n'est pas le cas comme nous l'avons vu ci-dessus. Nous pourrons alors poser les actes qui sont attendus de nous au regard de notre situation.

3/- Au surplus, ces Africains renoncent volontairement à recourir aux dispositions qu'offre le droit international public, pour tirer une légitime justice et une juste réparation des actes criminels du fait de la colonisation, lesquels ont causé des dommages réels, et laissé des séquelles durables, dont les répercussions ne sont pas prêtes de cesser. En effet, en raison des principes de la continuité des États et de l'imprescriptibilité de certains crimes, les anciennes puissances coloniales peuvent, aujourd'hui encore, être poursuivies à raison de leurs agissements passés dans les territoires qu'elles avaient conquis ou dont elles avaient reçu la responsabilité de l'administration en tant que puissances mandataires ou tutélaires, mais dont elles ont noyauté les indépendances en posant des actes criminels contraires aux dispositions du droit international fixant leurs attributions. L'exemple d'autres régions du monde montre bien cette possibilité. Il existe bien des règles du *jus cogens* ou droit des gens, qui prévoient cette possibilité, et elles seront examinées dans cette étude pour ce qui concerne les faits visés.

En troisième lieu, la présente étude a un but pédagogique et didactique. Aussi, les illustrations, les images et les répétitions ne seront pas rares, l'objectif étant de travailler à faire évoluer les lignes sur l'information historique, politique, juridique, économique, sociologique, que recèlent les problématiques traitées, et de proposer des solutions pratiques aux questions soulevées.

La France n'est pas l'UNIQUE coupable du désastre actuel des pays africains francophones puisque RIEN de mal, de nocif contre nos populations, ne peut perdurer en Afrique sans une participation active des africains eux-mêmes, mais la France a ses responsabilités avec ses diverses ingérences militaires et son système France Afrique que ne peuvent rester impunies et sans conséquences.

---

Une Nation ne peut pas miser sur le bien-être de ses populations au détriment des autres peuples. Une Nation ne peut pas s'occuper de son Bonheur à base de l'exploitation et du pillage des autres peuples.

Il ne s'agit pas d'inciter tous les pays africains de porter plainte contre la France dans les tribunaux internationaux, mais simplement de les encourager à une étude minutieuse de leur histoire avec elle, qui par sa spécificité pourra déceler de la matière susceptible d'initier des démarches juridiques afin de dissuader les insatiables appétits français sur les biens africains dans l'avenir./.

Dr Daniel Yagnye Tom

Président de l'Alliance Patriotique et Représentant spécial de l'UPC

En Afrique Australe et Centrale.